

INTERVIEW

Claire Duport, sociologue et anthropologue



Claire Duport est chercheuse en sociologie et anthropologie urbaines, spécialiste des trafics et de leur impact sur le cadre de vie. Participant à la table ronde du 15 janvier, elle souligne le sentiment d'insécurité et d'impuissance qu'éprouvent les riverains des lieux de trafic de cannabis.

Comment la visibilité, voire la banalisation, du trafic de cannabis impacte-t-elle le cadre de vie ?

Claire Duport : Le trafic de cannabis n'est vécu comme normal ni par ses acteurs, ni par ses témoins. Tout le monde sait qu'il s'agit d'une activité déviante et, en cela, il n'est pas banal. En revanche, depuis les années 1980 et la multiplication des réseaux et lieux de trafic pour répondre à la hausse de la consommation, ces activités sont de plus en plus visibles. À ce titre, elles sont aussi devenues quasiment "familières",

les enfants jouer à proximité de ces endroits ou faire un détour pour les éviter.

On peut imaginer que dans la durée, ces activités aboutissent à une atomisation du vivre ensemble...

Tout dépend de la qualité des relations de voisinage. Le tissu social, fait de petites choses invisibles, d'échanges dans la cage d'escalier, de relations d'interconnaissances, n'est pas nécessairement détruit. En revanche, sa nature peut changer. L'activité criminelle qui se produit

plus visibles se sentent victimes d'une double peine. Non seulement ils se voient relégués dans des espaces abandonnés et y subissent ces activités sans en être protégés mais, en plus, ils sont bien souvent considérés comme leurs complices, au prétexte qu'ils n'interviendraient pas, voire qu'ils les faciliteraient. C'est ce que j'appelle la souffrance sociale. Le trafic de rue n'est pas banal pour les gens. Ils n'ont aucune envie d'avoir affaire à ça. Le trafic est une économie de la survie et de la pauvreté pour la majorité de ceux qui y contribuent. Mais cela ne veut pas dire que

« Le trafic de cannabis est une intrusion envahissante dans la vie d'un quartier »

mais pas anodines. Voir des gens, des gamins, qui guettent et qui dealent tous les jours en bas de chez soi, impacte les habitants dans deux grandes dimensions : le sentiment d'insécurité et le sentiment d'impuissance.

Comment cela se traduit-il au quotidien ?

Ces activités génèrent une appropriation du territoire (entrée d'immeuble, coin de rue, cave, palier). Cette confiscation de l'espace se fait souvent sans violence exprimée, mais elle existe au profit d'une activité illicite et criminelle qui nécessite le secret. La privatisation des espaces se fait donc sous le régime de la menace ou de l'agressivité dès lors que l'on cherche à s'y opposer. Ce sont des intrusions envahissantes dans la vie sociale et quotidienne d'un quartier. Le sentiment d'insécurité empêche les habitants d'agir pour altérer cette privatisation : on ne va plus laisser

sous les yeux des habitants peut certes générer du repli sur soi pour se protéger. Selon moi toutefois, ce n'est pas l'existence du trafic qui conduit à l'atomisation du vivre ensemble mais le contraire. Lorsqu'un espace public est déjà dégradé et délaissé par la puissance publique, il laisse la place pour les activités marginales et délinquantes, ce qui en retour crée de l'inquiétude et du repli. Comme l'écrit le sociologue Michel Joubert, « [les activités de vente] s'insinuent dans les mailles de la précarisation socio-urbaine, là où les habitants sont les plus vulnérables »⁽¹⁾. Cette situation génère un sentiment d'abandon, d'injustice, d'inégalité et de discrimination chez les individus qui vivent ou travaillent dans ces territoires. Cela crée de la souffrance psychique et sociale.

Qu'entendez-vous par souffrance sociale ?

Les habitants des quartiers où les trafics sont les

tous ceux qui sont pauvres y participent, bien au contraire.

Existe-t-il des pistes d'actions sur la question du "partage de territoire" ?

À Marseille, le dispositif Trafics-Acteurs-Territoires a expérimenté onze actions de réduction des dommages liés aux trafics. Par exemple, "Habitants à l'épreuve des trafics" réunit 18 habitants et travailleurs sociaux d'un quartier en vue de construire une expertise ordinaire et une parole collective, pour renforcer les solidarités et co-construire des réponses en matière de prévention et de soutien pour les familles. Les effets qualitatifs sont réels, notamment dans la compréhension de ces activités au-delà des généralités. Cela a permis tout un travail d'objectivation, de veille et d'observation. Ces actions ont aussi un impact fort pour contrer le sentiment d'impuissance et d'isolement. ■

(1) *L'intervention sociale à l'épreuve des trafics de drogue*. Ouvrage collectif réalisé sous la direction scientifique de Claire Duport. Mai 2010.